



www.planum.net  
The European Journal of Planning

# Violences et transformations urbaines à Bogota

Charlotte Boisteau<sup>1</sup>

by *Planum*, octobre 2009  
(ISSN 1723-0993)

---

<sup>1</sup> Charlotte Boisteau, sociologa e politologa a l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne  
(<http://lasur.epfl.ch/recherche/projets/vups/index.html>)

Si la Ville de Bogota reçoit, en novembre 2006, un prix honorifique lors de la Biennale d'Architecture de Venise, c'est en reconnaissance des efforts entrepris depuis une quinzaine d'années par ses autorités locales pour renverser une situation devenue terriblement préoccupante pendant les années 90, particulièrement sur le plan de la sécurité. Mais nous souhaiterions porter cependant un regard critique sur l'expérience de cette ville, en soulignant évidemment d'abord ses indéniables réussites. Depuis la première administration d'Antanas Mockus<sup>2</sup>, les politiques locales préventives se sont multipliées et ont, dans la continuité, fait du citoyen l'acteur central de leurs stratégies d'intervention et de maintien de l'ordre<sup>3</sup>, ce qui semble avoir permis une réduction significative de la criminalité.

Pourtant, à Bogotá, selon une enquête de victimisation réalisée en décembre 2005 par la chambre de commerce, 47 % de la population se sent en insécurité contre 58% en juin 2000 mais aussi 58% en août 2005. Mais la perception du risque est loin de correspondre au danger réel encouru et le sentiment d'insécurité n'est pas proportionnel à la criminalité. Bogota enregistre en 2005, 909 morts violentes tandis qu'elle en recensait 1318 en 2000<sup>4</sup>.

La presse contribue pour beaucoup à la représentation que les habitants se font de la violence. Chaque jour, ce sont en moyenne trois articles portant sur le thème des violences urbaines qui sont publiés dans le quotidien *El Tiempo*<sup>5</sup>. Or, ce qu'on dit, ce qu'on écrit, de la violence forge la représentation et influence les comportements sociaux et spatiaux des habitants. Aujourd'hui, chacun fuit la violence, mais contribue ainsi à des transformations démographiques, sociales et spatiales parfois lourdes de conséquences...

À Bogota, la réaction des résidents des banlieues riches face à la menace du crime s'exprime par un auto-enfermement, visant à isoler physiquement la pauvreté, jugée cause principale de l'insécurité, mais aussi la richesse, sous prétexte de la mettre à l'abri. Une enquête que nous avons menée auprès des habitants du centre historique de la ville (localités de Santafé, Martires et Candelaria) montre que la première mesure de sécurité employée pour assurer la sécurité personnelle est le renforcement des moyens de sécurité aux accès de l'habitat (grilles, portes blindées,

---

<sup>2</sup> Outre le gouvernement mis en place par Enrique Peñalosa (1998-2000) qui s'appuie principalement sur la théorie dite « de la fenêtre brisée » (Wilson, Kelling, 1982), la Municipalité n'a pas ouvertement fait le choix d'une politique répressive en matière de criminalité, mais le discours public s'est, depuis 1995, focalisé sur la « sécurité citoyenne », selon l'expression d'Antanas Mockus (expression ambiguë, puisqu'elle renvoie à la fois à la sécurité des citoyens et à la sécurité par les citoyens).

<sup>3</sup> Les Administrations de Mockus-Bromberg (1995-1997), Peñalosa (1998-2000), Mockus (2001-2003) puis Garzón (2004-2007) ont toutes axer leurs politiques sur la sécurité citoyenne, responsabilisant ainsi le citoyen de sa propre sécurité, tout en tentant de lui en donner les moyens. L'administration Garzón, a créé en 2005 les pactes pour la sécurité et le vivre-ensemble dans lesquels il est stipulé que « la sécurité est comprise comme un sujet qui relève de la responsabilité des habitants d'un territoire à partir de la co-responsabilité et de l'apport collectif » (Source : SUIVD). *Traduit par nous.*

<sup>4</sup> Institut National de Médecine légale de Colombie, SUIVD. <http://www.suivd.gov.co>

<sup>5</sup> Enquête effectuée par nous d'avril à septembre 2005.

alarmes, vidéo-vigilance, etc.) : 41% des 61 personnes interrogées ont privilégié ce moyen comme mécanisme de réduction de la perception de l'insécurité<sup>6</sup>.

Ainsi, l'industrie de la sécurité privée génère en Colombie des bénéfices de 3.000 Milliards de pesos (1,08 Milliard d'Euros)<sup>7</sup> et, en 2005, Bogota comptait quelque 10.500 policiers pour plus de 86.000 agents de sécurité privée<sup>8</sup>. Il y a donc plus de huit agents de sécurité privée pour un seul policier.

En Colombie, les services de vigilance et de sécurité privée sont régis par une « super » entité dénommée « Super-intendance de vigilance et de sécurité privée ». La Super-intendance définit les conditions éthiques et juridiques, principalement de conduite, devant être approuvées et respectées par les services de sécurité ou de vigilance qu'elle accrédite (ce qui en principe est obligatoire, mais on estime à plus de la moitié les entreprises exerçant des fonctions de sécurité ou de vigilance n'étant pas déclarées<sup>9</sup>). Enfin, la Super-intendance met à disposition du citoyen un guide lui permettant de mesurer les risques qu'il encourt. Evidemment, le citoyen y ayant recours ne saurait minimiser sa peur : il lui est donc judicieusement conseillé de faire appel aux services de police nationaux et si ceux-ci ne satisfont pas suffisamment sa demande de sécurité, alors le citoyen, s'il en a les moyens financiers, pourra recourir aux services de la sécurité privée ou créer sa propre entreprise de vigilance.

C'est ainsi que nombre de citoyens se regroupent, généralement par quartiers (deux conditions sont requises : être de nationalité colombienne, le groupe ne doit pas excéder 25 personnes) et forment une entité de vigilance autorisée au port d'armes et contrôlent à leur guise leur quartier. La Super-intendance qualifie ces regroupements d'individus désirant assumer leur propre sécurité, d'« entreprises communautaires de vigilance et de sécurité » ou bien d'« assemblée d'action communale et coopératives communautaires ». Mais ces communautés de voisinage (*neighbourhood watch*) qui se multiplient principalement dans les pays où la sécurité n'a jamais été l'apanage de l'Etat national, sont bien souvent à l'origine d'un nombre conséquent de délits.

En effet, lorsqu'ils ne peuvent pas s'offrir les services industriels, les citoyens tentent de faire régner l'ordre eux-mêmes. Le vigilantisme empiète ainsi d'une part sur le rôle de la police – qui ne détient plus le « monopole de la violence légitime »,

---

<sup>6</sup> Boisteau Charlotte et Rodriguez Vladimir. Enquêtes menées dans le cadre du projet VUPS.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> 86.419 est le nombre d'employés du secteur de la sécurité privée à Bogota selon le gouvernement colombien au 10 juin 2005

(<http://www.presidencia.gov.co/sne/2005/marzo/16/04162005.htm>). Luis Gonzalo Pérez Montenegro, Secrétaire Général de la Super-intendance de Vigilance et de Sécurité Privée, dans une intervention à la table ronde « Violences Urbaines et Politiques de Sécurité » organisée par le projet VUPS et la Mairie de Bogota le 8 septembre 2005 déclarait : « Nous comptons un personnel opérationnel de plus de 120.000 hommes, 2500 chiens et 3462 véhicules qui exercent une activité de vigilance et de sécurité privée à Bogota », traduit par nous.

<sup>9</sup> « Quand je vous dit qu'il y a 200.000 hommes de sécurité privée [pour la Colombie], je fais exclusivement référence aux personnes et entreprises qui fonctionnent légalement, qui sont formalisées, qui sont contrôlées. Mais je sais aussi, qu'il y a au moins autant voire davantage de services illégaux (les acteurs du conflit sont complètement à part) », Entretien avec Luis Gonzalo Pérez Montenegro, avril 2005.

puisque les groupes « vigilants » considèrent que leurs actions violentes sont légitimes – et, d'autre part, sur le rôle de la justice en employant des moyens violents pour provoquer des aveux et punir.

Ainsi, les programmes de prévention communautaire, souvent portés par les pouvoirs publics au nom de la participation, peuvent en arriver jusqu'à légitimer l'action de groupes armés (*paramilitarisme*) ou la constitution de communautés fermées (*gated communities*) remodelant ainsi la physionomie des villes à partir d'un principe de ségrégation, toujours plus présent dans la planification urbaine. Car, les valeurs communautaires ne sont pas bonnes « par nature » : une communauté peut porter et véhiculer les valeurs d'une société démocratique et protectrice des droits de l'homme, tout autant qu'elle peut véhiculer une idéologie totalitaire et mener à des actions dévastatrices.

Parallèlement et pour lutter, notamment, contre la fuite des classes moyennes et aisées, ainsi que la fuite des capitaux nationaux et internationaux vers les banlieues riches des villes, les autorités locales, responsables des plans d'urbanisme, réhabilitent en masse les centres historiques de leurs villes. Ces opérations de rénovation urbaine partent toutes du diagnostic établi de l'insécurité et du délabrement, pour nettoyer les centre-villes des pauvres, des indigents, des « indésirables ». Les transformations urbaines engendrent alors l'exclusion et la création de « ban-lieu » moderne.

A Bogota, la première opération du « Plan Zonal del Centro » fut l'éradication du quartier nommé le Cartucho (de « cartouche » pour le commerce incessant d'armes et de munitions qui s'y déroulait) jugé alors trop indigent et aujourd'hui converti en Parc du Troisième Millénaire. Cette opération de transformation urbaine radicale est un exemple de l'abandon et de la stigmatisation des populations les plus pauvres qui furent déplacées dans toute la ville, au point que même le gouvernement n'hésite plus à parler de « cartuchitos »<sup>10</sup> (« petits cartuchos »), pour désigner les nouveaux territoires de ces populations. Aujourd'hui, les associations de voisinage luttent pour ne pas les recevoir, les percevant comme violentes et dangereuses pour leurs quartiers : nouveau déplacement de déplacés qui s'enferment, malgré eux, dans le cycle infernal d'une « mobilité » de la pauvreté. Or, l'insécurité pour ces populations est bien réelle, mais elle est avant tout économique, sanitaire et alimentaire, *humaine* finalement. On a « émietté » le problème sans le résoudre. La lutte contre le commerce informel fut aussi une des priorités du Plan Centro dont l'objectif explicite est la récupération de l'espace public dans le centre historique. Les vendeurs ambulants, ne font désormais plus partie du paysage urbain et même si 80% des citoyens avaient l'habitude d'acheter leurs marchandises, leur présence était perçue comme menaçante, ce qui a conduit à la décision de les « réorienter »...

C'est comme toujours le pauvre, le vagabond, l'étranger, le déplacé, qu'on regarde comme indésirable et menaçant, comme porteur des pathologies sociales, comme perturbateur du système organisateur. Le passage à l'acte violent peut alors être une réaction à la dépréciation identitaire, à une situation où l'individu est aliéné par une domination extrême, comme celle des différentes formes de ségrégation socio-spatiales. La ségrégation est rarement institutionnalisée mais sévit dans les esprits. Or, on constate que les « localités » (districts) socialement et spatialement les plus fragmentées sont aussi les plus enclines à un certain type de criminalité : Suba,

---

<sup>10</sup> Entretien avec Juan Manuel Ospina, Secretario de Gobierno de Bogota, 10 mars 2006.

localité particulièrement fragmentée, compte en 2005 271 cambriolages alors que des localités plus homogènes et moins ségréguées comme Santa Fé ou San Cristobal en comptent respectivement 8 et 24.

La représentation de la violence (l'insécurité) influe sur la violence même.

## Bibliographie

Baires Sonia (2003), *La nueva segregación urbana en America Latina : los barrios cerrados en el area metropolitana de San Salvador- El Salvador*, papier doctoral non publié.

Bauman Zygmunt (2005), « Entretien avec Zygmunt Bauman : les usages de la peur dans la mondialisation », *Esprit*, juillet 2005.

Boisteau Charlotte, dir. (2006), *Construire le vivre-ensemble: Aménagement urbain et politiques de sécurité*, EPFL et UNITAR, Cahiers du LaSUR no.9 et de la Coopération, Lausanne.

Boisteau Charlotte (2006), in Patiño F.& al., *Guía para la gestión local de la seguridad y convivencia*, Secretaría de Gobierno, Alcaldía Mayor de Bogotá, DC, Programa de Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos UN-HABITAT.

Boisteau Charlotte (2005) “ Dynamics of exclusion: Violence and Security Policies in Johannesburg”, in Segbers K. & ali, *Public Problems-Private Solutions? Globalizing Cities in the South*, Ashgate, England.

Boisteau Charlotte (2003), *Sécurité, dynamiques urbaines et privatisation de l'espace à Johannesburg*, mémoire de DEA, Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Genève, Suisse.

Bromberg Paul et al. (2003), *Reflexiones sobre cultura ciudadana en Bogotá*, Bogota, Observatorio de Cultura Urbana.

Caldeira P.R. Teresa (2000), *City of Walls, Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo*, University of California Press.

Cañamara de Comercio de Bogota, Superintendencia de Vigilancia y Seguridad Privada y la asesoría técnica del Grupo de Investigación en Derecho Público y Económico CREAR de la Universidad Sergio Arboleda (2005). *Guía Para la Contratación de Servicios de Vigilancia y Seguridad Privada*.

Crawford Adam (1997), *The Local Governance of Crime : Appeals to community and Partnerships*, Oxford, Clarendon Press.

Davis Mike (1999), *The Ecology of Fear, Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, Vintage Books.

Guzman Fernando (2006), « Amélioration de la sécurité et de la cohabitation dans les territoires urbains : approche méthodologique d'un point de vue micro-territorial pour la formulation et la mise en oeuvre de la politique publique de sécurité », in Boisteau Charlotte (dir.), *Construire le vivre-ensemble : Aménagement urbain et politiques de sécurité*, EPFL et UNITAR, Cahiers du LaSUR no.9 et de la Coopération, Lausanne.

Lahosa Josep Maria (2000), « Prevención de la inseguridad urbana: compromiso de las ciudades », Acero Hugo , et.al., *Conversaciones públicas para ciudades más seguras*, Colección Estudios Sociales.

Pedrazzini Yves (2005), *La Violence des villes*, L'Atelier, Coll. Enjeux Planète, Paris.

- Pedrazzini Yves, Boisteau Charlotte (2006), « Urban Security as a Way of Life. Viewing the Age of Fear from South America », *The Optimist*, Green Cross International.
- Sansfaçon Daniel (2004), « Of Prevention and Security : Reflections on Sustainable Governance », in ICPC 10<sup>th</sup> Anniversary Colloquium on Crime Prevention, Décembre 1-2, Paris.
- Soja Edward (2001), « Urban tensions : Globalization, industrial restructuring and the postmetropolitan transition », Paper prepared for a Conference on Global Tensions, Cornell University, 9-10 mars.
- Sze tsung Leong (2000), « Espace-contrôle », in Koolhaas et al., *Mutations*, Bordeaux, Actar et Arc en rêve centre d'architecture.
- Tuck Mark (1998), Crime prevention a shift in concept, *Home Office Research and Planning Unit Research Bulletin*, 24, Londres, Home Office.
- Vanderschueren Franz (2000), « Prévention de la criminalité urbaine », Document de référence, <http://www.unhabitat.org>.
- Wacquant Loïc (2004), *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Paris, Agone.
- Wacquant Loïc (1999), *Les prisons de la misère*, Paris, Editions Liber / Raisons d'Agir
- Weber Max (1959), *Le savant et le politique*, Paris, Plon, édition originale: 1919.
- Wilson James, Kelling George, "Broken Windows: The Police and neighborhood safety", *Atlantic Monthly*, ??? ville??? mars 1982, pp. 29-38.